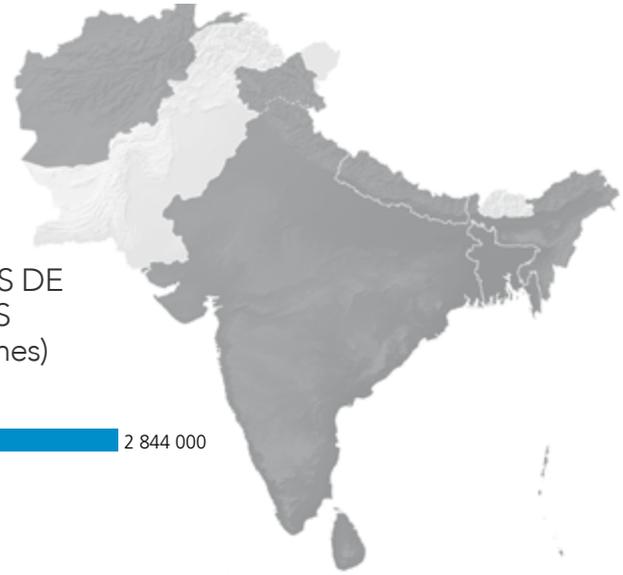
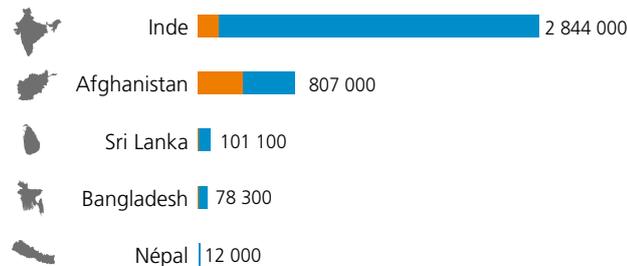


ASIE DU SUD



Conflits 544 000
Catastrophes 3 303 000
13,8 % du total mondial

LES CINQ PAYS AVEC LE PLUS DE NOUVEAUX DÉPLACEMENTS (conflits, violence et catastrophes)



En Asie du Sud, des déplacements massifs ont de nouveau été déclenchés par une série d'inondations, de tempêtes et de vagues de sécheresse, ainsi que par des conflits non résolus et des actes de violence. Les pays de la région demeurent aux prises avec la gestion des événements extrêmes saisonniers et récurrents liés aux conditions météorologiques, ceux-ci ayant entraîné plus de 3,3 millions de nouveaux déplacements. Outre les tempêtes tropicales et les inondations en Inde et au Pakistan, la saison de la mousson a eu de lourdes conséquences au Bangladesh et au Sri Lanka, de même que la sécheresse en Afghanistan. De nouvelles vagues de conflits et de violence en Inde et au Pakistan ainsi que des combats en cours en Afghanistan ont provoqué environ 544 000 nouveaux déplacements.

C'est en **Inde** qu'ont eu lieu la plupart des nouveaux déplacements de la région. Son nombre total de nouveaux déplacements est l'un des plus élevés au monde : 2,8 millions, dont près de 2,7 millions ont été provoqués par des catastrophes dans 15 États. Le pays a été particulièrement touché par la mousson, lorsque des inondations ont dévasté l'État du sud-ouest du Kerala.¹⁵⁶ Près de 1,5 million de nouveaux déplacements ont été enregistrés au Kerala lors de ce qui a été décrit comme les pires inondations du siècle. Le cyclone Titli a frappé les États d'Orissa et d'Andhra Pradesh en octobre, provoquant 400 000 nouveaux déplacements. Le cyclone Gaja, qui a frappé le Tamil Nadu en novembre, en a provoqué 249 000.¹⁵⁷

Plus de 160 000 nouveaux déplacements liés aux conflits et à la violence ont été enregistrés au Cachemire sous contrôle indien. La violence communautaire au Cachemire et au Bengale occidental a provoqué des actes de violence dans le Maharashtra et la violence politique à Tripura a également provoqué des déplacements à petite échelle (cf. En détail - Inde, p. 38).

Une succession d'années sèches avec des précipitations inférieures à la moyenne en **Afghanistan** a abouti à des conditions de sécheresse en 2018, en particulier dans les zones rurales du nord-ouest du pays. Plus de 371 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés, les moyens de subsistance des personnes devenant non viables et leurs conditions de vie insoutenables. Les conflits en ont provoqué à peu près autant, laissant environ 2,6 millions de personnes déplacées à la fin de l'année, l'un des chiffres les plus élevés au monde (cf. En détail - Afghanistan, p. 36).

Le conflit en Afghanistan, qui dure depuis quatre décennies, implique non seulement l'armée du pays, les forces internationales, les talibans et l'EILL, mais également diverses milices ethniques, communautaires et islamistes.¹⁵⁸ Les chiffres exacts sont difficiles à obtenir, mais les opérations militaires menées par le gouvernement ont été à l'origine d'une part importante des 372 000 nouveaux déplacements liés au conflit.

La violence intercommunautaire a provoqué des déplacements à petite échelle au **Pakistan** voisin, mais du fait qu'ils ne sont pas systématiquement signalés, le chiffre de 1 800 risque d'être largement sous-estimé. Les chiffres ne sont pas disponibles pour le Cachemire contrôlé par le Pakistan, mais les fréquentes violations des cessez-le-feu et les bombardements transfrontaliers en 2018 laissent fortement croire que des déplacements ont eu lieu. Eu égard aux catastrophes, plus de 2 100 nouveaux déplacements ont été enregistrés, principalement à la suite d'inondations localisées.

La mousson a également entraîné d'importantes inondations au **Sri Lanka** et au **Bangladesh**. Environ 75 000 nouveaux déplacements ont été enregistrés au Sri Lanka au cours de la deuxième quinzaine de mai et près de 16 000 au cours de la première quin-

zaine d'octobre, ce dernier chiffre étant probablement conservateur. Les inondations fluviales au Bangladesh ont provoqué 12 000 nouveaux déplacements dans le district de Moulvibazar et l'érosion des berges en a provoqué environ 44 000 à Shariatpur, principalement en septembre. Des inondations ont également été signalées dans le district de Cox's Bazar, qui abrite actuellement des centaines de milliers de réfugiés rohingyas qui ont fui la violence au Myanmar.

Bien que relativement peu de nouveaux déplacements associés aux inondations aient été enregistrés au Bangladesh en 2018, le modèle de risque de déplacement lié aux inondations de l'IDMC montre que le pays présente le troisième plus grand risque de déplacement lié aux inondations au monde. Environ 1,8 million de personnes risquent d'être déplacées chaque année en moyenne dans les années à venir, plus de 96 % du risque étant concentré dans les zones urbaines et périurbaines (cf. Partie 3).

Perspectives urbaines

L'exode rurale et la croissance naturelle de la population dans les villes et villages de la région confèrent à l'Asie du Sud l'un des taux d'urbanisation annuels les plus élevés au monde : 2,5 %.¹⁵⁹ Ce taux n'est toutefois pas synonyme de croissance économique et de niveaux de développement humain plus élevés.¹⁶⁰ Les grandes villes telles que Delhi, Mumbai et Kolkata (Calcutta) en Inde, Dhaka au Bangladesh et Karachi au Pakistan comptent parmi les villes les plus densément peuplées dans le monde, mais de nombreuses personnes vivent dans des quartiers informels situés principalement dans des zones périurbaines dépourvus de logements, d'infrastructures et de services adéquats. Des données récentes montrent que 30 % de la population urbaine de la région vit dans des quartiers informels.¹⁶²

Le développement des infrastructures urbaines ne suit pas le rythme de croissance démographique de la région. Dans des pays comme l'Inde, des structures politiques complexes, des capacités insuffisantes, la corruption et des fonds insuffisants entravent le développement des infrastructures et la fourniture de services essentiels.¹⁶³ Ces problèmes génèrent des inégalités socioéconomiques généralisées et croissantes.¹⁶⁴

De nombreux projets urbains sont élaborés sans impliquer les habitants dans la prise de décision. En outre, les nouveaux investissements dans les infrastructures et l'amélioration des quartiers informels peuvent potentiellement pousser les personnes plus vulnérables à se déplacer et les isoler de leurs moyens de subsistance.¹⁶⁵ Cela dit, les initiatives *in situ* visant à améliorer les quartiers informels non desservis dans plusieurs villes indiennes ont permis de réduire efficacement le risque d'expulsion et de déplacement.¹⁶⁶

Comme dans le reste du monde, l'ampleur réelle des déplacements internes urbains en Asie du Sud est généralement inconnue, ce qui rend difficile l'estimation de la contribution du phénomène aux tendances en matière d'urbanisation. Les données disponibles semblent toutefois indiquer que les catastrophes, les effets du changement climatique et les conflits entraînent des déplacements vers les zones urbaines et à l'intérieur de celles-ci. Une étude menée au Bangladesh indique qu'une proportion importante des personnes vivant dans des quartiers urbains informels pourrait avoir été déplacée de zones rurales en raison de l'érosion des berges, un risque majeur dans le pays, qui devrait s'accroître au cours des prochaines années.¹⁶⁷

Les personnes déplacées sont également attirées vers les zones urbaines par la perspective de meilleurs moyens de subsistance et de nouvelles sources de revenus.¹⁶⁸ Cependant, bon nombre d'entre elles luttent pour s'adapter et vivent dans une pauvreté croissante. En outre, elles sont vulnérables aux déplacements secondaires provoqués par des catastrophes urbaines et des expulsions.¹⁶⁹

Dhaka, la capitale du Bangladesh, a été identifiée comme la principale destination du pays pour les personnes fuyant les catastrophes et les effets du changement climatique, et les autorités locales ont été incapables de faire face aux arrivées massives. De nouvelles approches visant à développer la capacité des villes secondaires à accueillir des déplacés internes promettent toutefois des solutions alternatives durables et une réduction du risque de déplacements répétitifs.¹⁷⁰

Les personnes qui fuient vers des zones urbaines pour échapper à un conflit sont confrontées à des défis similaires à ceux des personnes déplacées par des catastrophes. Les personnes déplacées vivant à Kaboul, capitale de l'Afghanistan, ont du mal à obtenir un logement adéquat, ce qui les expose à un risque constant de déplacement secondaire, principalement sous la forme d'une expulsion. Ces personnes ont généralement des problèmes de protection importants et vivent souvent dans des logements insalubres situés dans des quartiers marginalisés de la ville.¹⁷¹ Des initiatives politiques telles que le livre blanc de 2006 sur la sécurité foncière et la modernisation communautaire, ainsi que la politique de 2013 sur l'amélioration des quartiers informels vont dans la bonne direction, mais leur adoption et leur mise en œuvre restent un défi.¹⁷²

Le taux d'urbanisation élevé en Asie du Sud présente à la fois des opportunités et des défis majeurs.¹⁷³ La participation et l'engagement significatifs des communautés locales dans la planification et le développement urbains sont essentiels pour que la région atteigne les objectifs de développement durable prévus dans les cadres internationaux et réduise le risque de déplacements futurs.¹⁷⁴

AFGHANISTAN

La sécheresse a déplacé autant de personnes que le conflit

Depuis quatre décennies, l'Afghanistan est en proie à un conflit armé qui a sapé les efforts de développement dans tout le pays et provoqué des déplacements chaque année. En 2018, la sécheresse a aggravé la crise existante en entraînant plus de 371 000 nouveaux déplacements, un nombre similaire à celui engendré par le conflit. Après quatre années de précipitations inférieures à la moyenne dans les provinces de Badghis, Ghor et Herat, dans le nord-ouest du pays, la situation est devenue critique car le manque de pluie et la fonte des neiges ont entraîné des pertes de cultures et de bétail. Un grand nombre de personnes ont commencé à migrer des zones rurales vers les zones urbaines en avril pour trouver des moyens de subsistance, des services de première nécessité et une aide humanitaire.

En réalité, les causes des déplacements en Afghanistan sont étroitement liées. L'impact de la sécheresse a porté le coup de grâce à de nombreuses familles qui vivaient dans des zones rurales mal desservies après des années de conflit armé. Leurs ressources et leurs mécanismes d'adaptation ont été érodés au fil du temps et 2018 a marqué un tournant décisif lorsque les conditions de vie sont devenues insupportables au point d'entraîner le plus important des déplacements liés aux catastrophes dans le pays, depuis au moins une décennie.

Le nord-ouest de l'Afghanistan est essentiellement rural et la sécheresse a détruit les moyens de subsistance de dizaines de milliers de ménages tributaires de l'élevage et de l'agriculture pluviale.¹⁷⁵ Dans le cadre d'une enquête, 84 % des propriétaires terriens interrogés dans les régions d'origine des personnes déplacées ont dit que leur production avait diminué de moitié par rapport à 2017. Les propriétaires de bétail ont déclaré avoir perdu la quasi-totalité de leurs volailles, chameaux et chevaux, ainsi que 90 % de leurs grands et petits ruminants. Les personnes interrogées ont également déclaré que le manque d'eau à usage domestique était une préoccupation majeure. Les réservoirs remplis d'eau de pluie sont utilisés non seulement pour l'irrigation, mais également en guise de source d'eau potable, car les eaux souterraines des pompes manuelles et des puits ne sont pas potables.

En septembre 2018, plus de 250 000 personnes déplacées vivaient dans des camps informels dispersés dans



les banlieues de Qala-e-Naw et de Herat, capitales des provinces de Badghis et d'Herat, respectivement.¹⁷⁶ Les conditions de vie dans les camps sont déplorables et les problèmes de protection abondent. Les abris sont surpeuplés et n'offrent que peu d'intimité. À l'arrivée de l'hiver et des températures inférieures à zéro, des membres de différentes familles se sont regroupés dans une tente pour se tenir au chaud. Les personnes sont sans ressources et ont eu recours à des mécanismes d'adaptation nocifs, notamment le travail des enfants et le mariage précoce. Entre juillet et octobre 2018, 161 cas de mariage d'enfants ont été signalés dans les provinces d'Herat et de Badghis.¹⁷⁷

Il existe une idée fautive selon laquelle les personnes qui fuient des catastrophes à évolution lente ont le temps de faire leurs valises et d'organiser leur départ, ce qui les met dans une meilleure position que celles qui ont été déplacées par des catastrophes brutales ou des conflits soudains. La situation en Afghanistan contredit cette opinion. Les personnes qui ont fui la sécheresse avaient déjà vendu bon nombre de leurs biens et n'avaient presque rien lorsqu'elles ont quitté leurs régions d'origine.

Les équipes d'intervention humanitaire dans le pays ont une grande expérience en matière de gestion des déplacements provoqués par le conflit, qui touche l'ensemble du pays, mais ont tendance à être localisées et relativement petites. Leurs mécanismes habituels d'intervention n'ont pas permis de faire face aux mouvements de masse concentrés dans le nord-ouest du pays en raison de la sécheresse. Certains intervenants humanitaires ont peut-être également été influencés par la réticence des communautés et autorités d'accueil à permettre aux personnes déplacées de s'installer dans leurs régions, en raison notamment de différences ethniques et tribales, mais aussi de préoccupations sécuritaires ; il en est ressorti des retards dans la réponse initiale aux besoins des personnes déplacées. Étant donné que la sécheresse a principalement touché des zones contestées ou échappant au contrôle du gouvernement, les autorités craignent que les nouveaux arrivants incluent des membres de groupes armés non étatiques.

À l'approche de l'hiver en Afghanistan, de nombreuses familles déplacées par la sécheresse et le conflit vivaient encore dans des tentes. Crédit photo : NRC/Enayatullah Azad, novembre 2018



La réponse a été d'autant plus complexe que des personnes en situation de déplacement prolongé et des membres vulnérables des communautés d'accueil ont installé des abris de fortune parmi les nouvelles personnes déplacées pour tenter d'obtenir une aide humanitaire. Il était donc difficile pour les intervenants humanitaires de cibler les ménages récemment déplacés les plus vulnérables. Comme la sécheresse est un phénomène lent, il est également difficile de déterminer qui a la responsabilité de réagir : au début de la crise des déplacements provoqués par la sécheresse, la question de savoir quelles organisations avaient pour mandat de répondre a fait l'objet de nombreux débats, bon nombre d'organisations humanitaires suggérant que l'accent soit mis sur le développement dans les lieux d'origine, appelant à une réponse des organisations de développement plutôt qu'humanitaires.

Malgré la réticence des autorités locales et des hôtes à laisser les déplacés internes s'installer, beaucoup ont l'intention de rester. Environ 1 % seulement des personnes déplacées interrogées à Herat et 8 % à Badghis ont déclaré envisager un retour volontaire assisté, et 71 % à Herat ont déclaré ne pas envisager leur retour, quelle que soit l'aide proposée.¹⁷⁸ Elles citent des facteurs tels que l'insécurité, le manque de nourriture et de moyens

de subsistance, et le faible accès à l'eau et aux services de première nécessité, pour justifier leur refus de retourner sur leur lieu d'origine.¹⁷⁹

Cela soulève la question de savoir comment obtenir des logements, des terres et des moyens de subsistance convenables à long terme pour les personnes déplacées par la sécheresse.¹⁸⁰ La plupart ont installé leurs abris sur des terres privées où les propriétaires acceptent à contre-cœur leur présence, les exposant au risque d'expulsion. L'autorité foncière afghane a signé un protocole d'accord avec le ministère des réfugiés et du rapatriement en vue d'attribuer aux déplacés internes des terres appartenant à l'État pour une période de cinq ans, mais cette solution sous-entend, qu'à terme, ils retourneront dans leurs régions d'origine. Il ne s'agit donc pas d'une solution durable.

Le gouvernement afghan s'efforce déjà de trouver des solutions durables pour les 2,6 millions de personnes déplacées par le conflit dans le pays. Une volonté politique forte et un appui substantiel de la communauté internationale sont nécessaires pour faire de réels progrès dans la recherche de solutions durables pour les personnes déplacées par le conflit et la sécheresse dans le pays.¹⁸¹

INDE

La mousson et le conflit déplacent des millions de personnes

L'Inde est habituée aux fortes pluies de mousson et aux inondations, mais la saison 2018 a été particulièrement intense. Des précipitations supérieures à la moyenne ont provoqué des inondations et des glissements de terrain dans tout le pays entre juin et août. Des cyclones tropicaux ont également frappé la côte est du pays entre octobre et décembre, endommageant gravement des habitations et touchant des millions de personnes dans les États d'Andhra Pradesh, d'Odisha et du Tamil Nadu, ainsi que dans le territoire de Pondichéry. Les catastrophes ont provoqué 2,7 millions de nouveaux déplacements au cours de l'année, soit près du double du chiffre enregistré en 2017. La pauvreté et la vulnérabilité de nombreux ménages touchés ont considérablement aggravé les pertes, les dégâts et les déplacements occasionnés.

La mousson figure au deuxième rang des plus grands événements mondiaux de 2018 en termes de déplacements liés aux catastrophes, après le typhon Mangkhut. Elle a provoqué près de deux millions de déplacements entre mai et octobre. Les impacts ont été généralisés, mais l'attention des médias s'est principalement portée sur l'État du Kerala, où de graves inondations dans 13 des 14 districts ont été décrites comme les plus graves des 100 dernières années.¹⁸²

Les inondations du Kerala sont à l'origine de plus de la moitié des nouveaux déplacements ayant eu lieu en Inde en 2018. Près de 1,5 million de personnes ont été enregistrées comme déplacées dans environ 5 600 camps établis par les autorités. Ce chiffre est loin de refléter l'ampleur des déplacements, étant donné qu'un nombre inconnu de personnes déplacées ont été hébergées chez des amis ou des membres de leur famille, ou dans des logements en location.¹⁸³ À la fin de la mousson, pas moins de 2 000 habitations avaient été détruites et 22 000 endommagées, ce qui a entravé le retour de nombreuses personnes.¹⁸⁴

Trois cyclones ont frappé la côte est de l'Inde au cours de l'année. Le cyclone Titli a provoqué environ 300 000 évacuations préventives dans l'Odisha et environ 100 000 déplacements dans l'Andhra Pradesh en octobre, ce dernier chiffre ayant été calculé en utilisant la destruction de logements comme indicateur. Les communautés vivant dans les zones côtières touchées avaient tendance à vivre dans des habitations en terre et en bambou ou en tôle ondulée, qui



n'ont pas résisté au cyclone. Lorsque le cyclone Phethai a frappé deux mois plus tard, beaucoup vivaient encore dans des habitations endommagées.¹⁸⁵ Le cyclone Phethai a provoqué jusqu'à 32 000 déplacements dans les deux États en décembre. Le cyclone Gaja en a provoqué 249 000 au Tamil Nadu et à Pondichéry en novembre. Il a également détruit des habitations et des moyens de subsistance, entravant potentiellement le retour de nombreuses personnes déplacées.¹⁸⁶

Bien qu'à moindre échelle, le conflit a également provoqué des déplacements en Inde en 2018. Les bombardements transfrontaliers ont entraîné plus de 160 000 déplacements dans le Cachemire sous contrôle indien.¹⁸⁷ Des tirs nourris des forces pakistanaises en ont déclenché environ 54 000 en janvier, lorsque la population a déserté un certain nombre de villages frontaliers, et jusqu'à 100 000 dans les districts de Jammu, Samba et Kathua en mai.¹⁸⁸ Bien que l'intensité des bombardements transfrontaliers et des déplacements en résultant ait augmenté ces dernières années, les déplacements répètent les anciens schémas de mouvements à court terme mais récurrents qui perturbent la vie quotidienne, l'éducation et la fourniture d'autres services de base.¹⁸⁹

Les événements de 2018 rappellent que le déplacement est une réalité quotidienne en Inde, susceptible de peser sur l'économie émergente du pays si des mesures ne sont pas prises pour réduire le risque de déplacement. Les autorités ont déployé des efforts louables pour améliorer les systèmes d'alerte rapide et de gestion des catastrophes, mais elles ont encore du mal à prévenir les crises et à y faire face. Les 12 derniers mois ont également montré que la pauvreté et la vulnérabilité, qui sont les principaux facteurs de risque, doivent être mieux prises en compte. Compte tenu des phénomènes météorologiques de plus en plus fréquents et intenses, et des tensions persistantes le long de la frontière controversée du pays avec le Pakistan, ces problèmes risquent de s'aggraver à l'avenir.